

Le personnel réuni en assemblée le 22 mai 2024, appelé par les syndicats SIT et SSP, adopte la résolution suivante :

Résolution de soutien à la mobilisation pacifique des étudiant.x.es de l'UNIGE solidaires de la Palestine et pour une prise de position ferme du rectorat

Le 14 mai dernier, à l'appel du rectorat de l'Université de Genève, les forces de l'ordre sont intervenues pour mettre fin à la mobilisation étudiante pacifique en solidarité avec la Palestine. Nous avons été nombreu.x.es à nous indigner face à cette réponse démesurée et semble-t-il inédite. Bien que la plainte contre les étudiant.x.es interpellé.x.es ce jour-là ait depuis été retirée, nous restons préoccupé.x.es par la menace sur l'exercice du débat au sein de l'Université. L'intervention des forces de police armée et en tenue antiémeute le 21 mai, en pleine journée pour retirer les drapeaux palestiniens, montre que le rectorat a, une fois de plus, préféré la coercition au dialogue.

Nous dénonçons de la manière la plus vive la sollicitation de la police sur le campus face à des étudiant.x.es manifestant pacifiquement et pour une cause dont la légitimité n'est plus à prouver.

Nous rappelons que les crimes commis par l'État israélien ont été documentés par de nombreuses organisations internationales, parmi lesquelles celle des Nations unies. Plus récemment le procureur de la Cour Pénale Internationale a demandé des mandats d'arrêt contre les dirigeants responsables du massacre que subit la population palestinienne.

À l'heure où l'ensemble des organisations des droits humains dénoncent fermement les exactions commises, la réticence du Rectorat et swissuniversities à condamner clairement l'intervention militaire israélienne à Gaza ne relève plus de la neutralité, mais du positionnement.

En tant que membres actifs d'une communauté universitaire, cela est d'autant plus insoutenable au vu des conséquences de l'invasion sur le système éducatif palestinien. L'ONU estime que 5,479 étudiant.x.es, 261 enseignant.x.es et 95 professeur.x.es universitaires ont été tués à Gaza. L'Université d'Israël, la dernière ayant survécu aux frappes, a été démolie à l'explosif par l'armée israélienne le 17 janvier passé. Pour les experts, il s'agit d'une destruction globale et systématique de l'éducation gazaouie, qu'ils qualifient de "[scholasticide](#)".

À l'instar de ce que Swissuniversities a justement soutenu par rapport à la guerre en Ukraine, nous estimons que, dans ce cas aussi, la coopération scientifique ne doit pas servir à soutenir la politique belliqueuse d'un gouvernement qui viole des principes fondamentaux des droits humains et du droit international.

C'est pour cela que nous demandons :

- Que le Rectorat cesse le recours aux forces de l'ordre dans l'enceinte de l'université pour faire pression ou arrêter la mobilisation pacifique des étudiant.x.es de l'UNIGE et qu'il assure un cadre propice au débat démocratique et à la libre expression des étudiant.e.s.x et du personnel de l'Université de Genève.
- Que l'Université de Genève suspende les partenariats institutionnels avec les institutions d'enseignement supérieures en Israël tant que les principes du droit international ne sont pas respectés : fin de l'occupation illégale, de la colonisation de territoires palestiniens, du régime d'Apartheid, et fin des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.
- Que l'Université de Genève mette en place un fond pour contribuer à la reconstruction du système éducatif palestinien.
- Que l'Université de Genève se positionne, en son nom, publiquement pour un cessez-le-feu et condamne les violations du droit international.